

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2015/22177]

**21 MAI 2015. — Loi portant création
d'un Comité national des Pensions, d'un Centre d'Expertise
et d'un Conseil académique (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Chapitre 2. — *Comité national des Pensions*

Art. 2. Il est institué sous le nom de Comité national des Pensions, ci-après "Comité", un organe consultatif qui a pour mission de rendre des avis sur toutes propositions en matière de pensions qui lui sont soumises par le ministre ou les ministres ayant les pensions dans leurs attributions. Ces avis sont rendus sous forme de rapports exprimant les différents points de vue exposés en son sein.

Art. 3. § 1. Le Comité se compose d'un président, d'un vice-président et de vingt-quatre membres effectifs.

§ 2. Les membres effectifs, qui ont voix délibérative, se répartissent comme suit :

- 1° huit membres sont choisis pour représenter les intérêts des travailleurs. Cinq membres représentent les intérêts des travailleurs du secteur privé et trois membres représentent les intérêts des membres du personnel du secteur public.

Les membres qui représentent les intérêts des travailleurs du secteur privé sont présentés sur une liste double par les organisations qui représentent les travailleurs au sein du comité de gestion de l'Office national des Pensions visé à l'article 42 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. Les mandats sont répartis entre ces organisations par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Les membres qui représentent les intérêts des membres du personnel du secteur public sont présentés sur une liste double par les organisations syndicales qui siègent dans le comité commun à l'ensemble des services publics visés à l'article 3, § 1^{er}, 3°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Les mandats sont répartis entre ces organisations par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres;

- 2° huit membres sont choisis pour représenter les intérêts des employeurs et des travailleurs indépendants.

Les membres sont présentés sur une liste double par les organisations représentant les employeurs au sein du comité de gestion de l'Office national des Pensions visé à l'article 42 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et par les organisations qui représentent les travailleurs indépendants au sein du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants visé au chapitre III du Titre III de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses. Les mandats sont répartis entre les organisations déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

- 3° huit membres sont choisis pour représenter l'autorité fédérale, dont trois représentent le ministre ou les ministres ayant les pensions dans leurs attributions.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2015/22177]

**21 MEI 2015. — Wet tot oprichting
van een Nationaal Pensioencomité, een Kenniscentrum
en een Academische Raad (1)**

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Hoofdstuk 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Hoofdstuk 2. — *Nationaal Pensioencomité*

Art. 2. Er wordt onder de naam Nationaal Pensioencomité, hierna "Comité", een raadgevend orgaan ingesteld dat als opdracht heeft advies uit te brengen over alle voorstellen inzake pensioenen die eraan worden voorgelegd door de voor pensioenen bevoegde minister of ministers. Die adviezen worden uitgebracht in de vorm van verslagen die de verschillende in het Comité uiteengezette standpunten weergeven.

Art. 3. § 1. Het Comité bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter en vierentwintig vaste leden.

§ 2. De vaste leden, die stemgerechtigd zijn, worden als volgt ingedeeld :

- 1° acht leden worden gekozen om de belangen van de werknemers te vertegenwoordigen. Vijf leden vertegenwoordigen de belangen van de werknemers uit de privésector en drie leden vertegenwoordigen de belangen van de personeelsleden van de publieke sector.

De leden die de belangen van de werknemers uit de privésector vertegenwoordigen, worden voorgedragen op een dubbele lijst door de organisaties die de werknemers vertegenwoordigen in het beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen bedoeld in artikel 42 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers. De mandaten worden onder deze organisaties verdeeld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De leden die de belangen van de personeelsleden van de publieke sector vertegenwoordigen, worden voorgedragen op een dubbele lijst door de vakbondsorganisaties die zitting hebben in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. De mandaten worden onder deze organisaties verdeeld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad;

- 2° acht leden worden gekozen om de belangen van de werkgevers en de zelfstandigen te vertegenwoordigen.

De leden worden voorgedragen op een dubbele lijst door de organisaties die de werkgevers vertegenwoordigen in het beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen bedoeld in artikel 42 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en door de organisaties die de zelfstandigen vertegenwoordigen in het beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen bedoeld in hoofdstuk III van titel III van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen. De mandaten worden verdeeld onder de organisaties bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

- 3° acht leden worden gekozen om de federale overheid te vertegenwoordigen, van wie drie leden de voor pensioenen bevoegde minister of ministers vertegenwoordigen.

§ 3. Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de présentation et de désignation des membres effectifs.

§ 4. Le président et le vice-président, qui n'ont pas voix délibérative, sont désignés sur la proposition du ministre ou des ministres ayant les pensions dans leurs attributions par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

§ 5. Autant de membres suppléants que le Comité comprend de membres effectifs sont désignés. Leur présentation et leur désignation s'effectuent de la même manière que celles des membres effectifs. Les membres suppléants ont voix délibérative lorsqu'ils remplacent un membre effectif.

§ 6. La durée du mandat du président, du vice-président, des membres effectifs et des membres suppléants est de 5 ans.

Les mandats sont renouvelables.

Art. 4. Le secrétariat du Conseil national du Travail, institué par la loi organique du 29 mai 1952, et celui du Conseil central de l'économie, institué par la loi du 15 décembre 2013 portant insertion du Livre XIII "Concertation", dans le Code de droit économique, assument le secrétariat du Comité. Ces secrétariats assurent les services de greffe et d'économat, réunissent la documentation, rédigent les études et les rapports relatifs aux travaux du Comité et soutiennent les travaux des commissions. Cette mission fait l'objet d'un subside dont le montant est approuvé par le ministre ou les ministres ayant les pensions dans leurs attributions et qui est inscrit au budget du Service public fédéral Sécurité sociale.

Art. 5. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation du Roi.

Le règlement prévoit entre autres le mode de désignation et les modalités de fonctionnement d'un bureau exécutif, ayant notamment pour mission :

- 1° d'arrêter l'ordre du jour des réunions du Comité;
- 2° de coordonner les travaux du Comité, en ce compris ceux des commissions;
- 3° de veiller à la transmission des rapports adoptés par le Comité;
- 4° de soumettre à l'approbation du Roi des modifications au règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. Le Comité peut appeler en consultation des représentants des administrations, des établissements publics et des établissements d'utilité publique, dans les conditions que déterminera le règlement d'ordre intérieur.

Il peut également faire appel à des personnes ayant des compétences spécifiques pour l'examen de questions particulières, dans les conditions que déterminera le règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. Le Centre d'Expertise visé à l'article 9 fournit au Comité toute assistance technique requise pour lui permettre de mener ses travaux.

Art. 8. § 1^{er}. Le Comité peut confier toutes études préparatoires à une ou plusieurs commissions.

Le Comité décide de la mise en place de la commission et de sa composition à la majorité des deux tiers des membres effectifs et suppléants qui remplacent un membre effectif. Le Comité ne délibère valablement sur la mise en place de la commission et sur sa composition que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants qui remplacent un membre effectif sont présents.

La commission fait rapport de ses travaux au Comité.

§ 2. Des personnes qui ne siègent pas au Comité peuvent être invitées à siéger dans une commission pour y être entendues.

Les représentants d'employeurs, d'indépendants, de membres du personnel du secteur public ou de travailleurs du secteur privé qui ne disposent pas d'un siège au sein du Comité peuvent être invités à siéger dans une commission pour y être entendus.

§ 3. De Koning regelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de vaste leden worden voorgedragen en benoemd.

§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitter, die niet stemgerechtigd zijn, worden benoemd op voorstel van de voor pensioenen bevoegde minister of ministers bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 5. Er worden evenveel plaatsvervangende leden benoemd als het Comité vaste leden telt. Hun voordracht en aanstelling gebeuren op dezelfde manier als die van de vaste leden. De plaatsvervangende leden zijn, wanneer zij een vast lid vervangen, stemgerechtigd.

§ 6. De duur van het mandaat van de voorzitter, de ondervoorzitter, de vaste leden en de plaatsvervangende leden bedraagt 5 jaar.

De mandaten zijn hernieuwbaar.

Art. 4. Het secretariaat van de Nationale Arbeidsraad, ingesteld bij de organieke wet van 29 mei 1952, en dat van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, opgericht bij de wet van 15 december 2013 houdende invoeging van het boek XIII "Overleg", in het Wetboek van economisch recht, staan in voor het secretariaat van het Comité. Deze secretariaten verzekeren de diensten van de griffie en het economaat, verzamelen de documentatie, stellen de studies en de verslagen over de werkzaamheden van het Comité op en bieden ondersteuning voor de werkzaamheden van de commissies. Voor die opdracht wordt een subsidie toegekend, waarvan het bedrag goedgekeurd wordt door de voor pensioenen bevoegde minister of ministers en die wordt ingeschreven bij de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

Art. 5. Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit wordt aan de Koning ter goedkeuring voorgelegd.

Het reglement bepaalt onder andere de wijze van aanstelling en de werkwijze van een uitvoerend dagelijks bestuur, dat inzonderheid als opdracht heeft :

- 1° de agenda van de vergaderingen van het Comité vast te stellen;
- 2° de werkzaamheden van het Comité te coördineren, alsook die van de commissies;
- 3° te zorgen voor de verzending van de verslagen aangenomen door het Comité;
- 4° wijzigingen aan het huishoudelijk reglement ter goedkeuring voor te leggen aan de Koning.

Art. 6. Het Comité kan vertegenwoordigers van de besturen, openbare instellingen en instellingen van openbaar nut oproepen om hun advies te vernemen, onder de voorwaarden welke het huishoudelijk reglement zal bepalen.

Het kan voor het onderzoek van bijzondere vraagstukken eveneens een beroep doen op personen met specifieke competenties, onder de voorwaarden welke het huishoudelijk reglement zal bepalen.

Art. 7. Het Kenniscentrum bedoeld in artikel 9 verstrekt aan het Comité alle technische ondersteuning die vereist is om zijn werkzaamheden uit te voeren.

Art. 8. § 1. Het Comité kan alle voorbereidende studies toevertrouwen aan één of meerdere commissies.

Het Comité beslist over de oprichting en de samenstelling van de commissie met een meerderheid van twee derde van de vaste leden en de plaatsvervangende leden die een vast lid vervangen. Het Comité kan enkel geldig beraadslagen over de oprichting en de samenstelling van de commissie als ten minste de helft van de vaste leden of de plaatsvervaarders die een vast lid vervangen, aanwezig is.

De commissie brengt over haar werkzaamheden verslag uit aan het Comité.

§ 2. Personen die in het Comité geen zitting hebben, kunnen uitgenodigd worden om zitting te hebben in een commissie om er gehoord te worden.

De vertegenwoordigers van de werkgevers, de zelfstandigen, de personeelsleden van de publieke sector of de werknemers van de privésector die geen zitting hebben in het Comité kunnen uitgenodigd worden om zitting te hebben in een commissie om er gehoord te worden.

§ 3. Le Comité confie l'analyse préparatoire de toutes les questions qui concernent les pensions du secteur public à une commission spéciale.

La représentation des autorités locales et provinciales est assurée au sein de cette commission par le président du Comité de gestion de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale.

La représentation des Régions et des Communautés au sein de cette commission peut être assurée par deux représentants de l'autorité flamande, un représentant de la Communauté française, un représentant de la Région wallonne, un représentant de la Région de Bruxelles-Capitale et un représentant de la Communauté germanophone.

Chapitre 3. — Centre d'Expertise

Art. 9. L'ensemble des connaissances en matière de pensions disponibles auprès des différentes administrations, établissements publics et établissements d'utilité publique est regroupé sous la dénomination "Centre d'Expertise".

Art. 10. Afin d'assurer la mise en commun de ces différentes connaissances et la coordination entre celles-ci, il est institué un comité d'accompagnement du Centre d'Expertise.

Art. 11. Le comité d'accompagnement est composé comme suit :

- 1° un représentant du ministre ou des ministres ayant les pensions dans leurs attributions;
- 2° l'administrateur général de l'Office national des Pensions;
- 3° l'administrateur général du Service des Pensions du Secteur Public;
- 4° l'administrateur général de l'Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants;
- 5° l'administrateur général de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale;
- 6° un représentant du Bureau fédéral du Plan.

Art. 12. Le Bureau fédéral du Plan, institué par le chapitre IV du Titre VIII de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, est chargé du secrétariat du comité d'accompagnement.

Art. 13. Toutes les connaissances dont les administrations, établissements publics et établissements d'utilité publique disposent et qui sont nécessaires pour l'exécution par le comité d'accompagnement de ses missions sont mises à la disposition de celui-ci par ces administrations et établissements à sa demande.

Art. 14. Le Centre d'Expertise fournit au ministre ou aux ministres ayant les pensions dans leurs attributions toute l'assistance technique requise pour l'évaluation et la mise en œuvre concrète de propositions en matière de pension.

Chapitre 4. — Conseil académique

Art. 15. Il est institué sous le nom de Conseil académique, ci-après "Conseil", un organe qui a pour mission d'adresser au ministre ou aux ministres ayant les pensions dans leurs attributions, soit d'initiative, soit à la demande de ceux-ci, un avis scientifique étayé sur toutes les propositions en matière de pension.

Art. 16. Le Conseil est composé au maximum de douze membres désignés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres choisis pour leur expertise scientifique en matière de pension.

Art. 17. Le Roi désigne le président du Conseil parmi les membres qui le composent.

Art. 18. Le Roi détermine les indemnités dont bénéficient les membres.

Art. 19. La durée du mandat des membres du Conseil est de 5 ans.

Le mandat est renouvelable.

§ 3. Het Comité vertrouwt de voorbereidende analyse van alle vraagstukken die betrekking hebben op de pensioenen van de publieke sector toe aan een speciale commissie.

Voor de vertegenwoordiging van de lokale en provinciale besturen wordt binnen die commissie ingestaan door de voorzitter van het beheerscomité van de Dienst voor de Bijzondere Socialezekerheidsstelsels.

Voor de vertegenwoordiging van de Gewesten en Gemeenschappen binnen deze commissie kan worden ingestaan door twee vertegenwoordigers van de Vlaamse overheid, één vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap, één vertegenwoordiger van het Waals Gewest, één vertegenwoordiger van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en één vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap.

Hoofdstuk 3. — Kenniscentrum

Art. 9. Het geheel aan kennis inzake pensioenen dat beschikbaar is bij de verschillende besturen, openbare instellingen en instellingen van openbaar nut wordt gegroepeerd onder de benaming "Kenniscentrum".

Art. 10. Om voor het bundelen van deze diverse kennis en de coördinatie ervan in te staan, wordt een begeleidingscomité voor het Kenniscentrum ingesteld.

Art. 11. Het begeleidingscomité is als volgt samengesteld :

- 1° een vertegenwoordiger van de voor pensioenen bevoegde minister of ministers;
- 2° de administrateur-generaal van de Rijksdienst voor Pensioenen;
- 3° de administrateur-generaal van de Pensioendienst voor de Overheidssector;
- 4° de administrateur-generaal van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;
- 5° de administrateur-generaal van de Dienst voor de Bijzondere Socialezekerheidsstelsels;
- 6° een vertegenwoordiger van het Federaal Planbureau.

Art. 12. Het Federaal Planbureau, ingesteld bij hoofdstuk IV van Titel VIII van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, is belast met het secretariaat van het begeleidingscomité.

Art. 13. Alle kennis waarover de besturen, openbare instellingen en instellingen van openbaar nut beschikken en die nodig is voor de uitvoering door het begeleidingscomité van zijn opdrachten, wordt op zijn verzoek te zijner beschikking gesteld door deze besturen en instellingen.

Art. 14. Het Kenniscentrum verleent aan de voor pensioenen bevoegde minister of ministers alle nodige technische ondersteuning voor de evaluatie en de concrete uitvoering van voorstellen inzake pensioenen.

Hoofdstuk 4. — Academische Raad

Art. 15. Er wordt, onder de naam Academische Raad, hierna "Raad", een orgaan ingesteld dat als opdracht heeft een onderbouwd wetenschappelijk advies uit te brengen over alle voorstellen inzake pensioenen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de voor pensioenen bevoegde minister of ministers.

Art. 16. De Raad bestaat uit maximaal twaalf leden aangesteld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en gekozen omwille van hun wetenschappelijke expertise inzake pensioenen.

Art. 17. De Koning benoemt de voorzitter van de Raad onder de leden waaruit hij bestaat.

Art. 18. De Koning bepaalt de vergoedingen die de leden genieten.

Art. 19. De duur van het mandaat van de leden van de Raad bedraagt 5 jaar.

Het mandaat is hernieuwbaar.

Art. 20. Le Centre d'Expertise visé à l'article 9 fournit au Conseil toute l'assistance technique requise pour lui permettre de mener ses travaux.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

La Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)

Documents : 0045 – 54-1022

Compte rendu intégral : 13 mai 2015

Art. 20. Het Kenniscentrum bedoeld in artikel 9 verschaft aan de Raad alle noodzakelijke technische ondersteuning die vereist is opdat deze zijn werkzaamheden kan uitvoeren.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 mei 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)

Stukken : 0045 – 54-1022

Integraal verslag : 13 mei 2015

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2015/12049]

10 AVRIL 2015. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 13 mai 2014, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le port de Gand, relative à la modification et à la prolongation de la convention collective de travail du 9 octobre 1975 fixant les avantages octroyés à charge du "Fonds voor bestaanszekerheid aan de haven van Gent" (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour le port de Gand;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 13 mai 2014, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le port de Gand, relative à la modification et à la prolongation de la convention collective de travail du 9 octobre 1975 fixant les avantages octroyés à charge du "Fonds voor bestaanszekerheid aan de haven van Gent".

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2015/12049]

10 APRIL 2015. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 2014, gesloten in het Paritair Subcomité voor de haven van Gent, tot wijziging en verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 oktober 1975 tot vaststelling van de voordelen toegekend ten laste van het "Fonds voor bestaanszekerheid aan de haven van Gent" (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de haven van Gent;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 2014, gesloten in het Paritair Subcomité voor de haven van Gent, tot wijziging en verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 oktober 1975 tot vaststelling van de voordelen toegekend ten laste van het "Fonds voor bestaanszekerheid aan de haven van Gent".

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.